

DISPOSITIF RSA
Rapport N° 11
Marie-Louise GOURDON
Groupe socialiste et apparentés

Le budget global du chapitre est à peu près égal à celui de 2010 : 118M€

C'est à l'intérieur que les chiffres diffèrent beaucoup et posent des questions.

Ce chapitre se décompose en 3 volets pour 2011 :

- Allocations pour 99,7M€
- Activations(CUI) pour 4M€
- PDI (programme départemental d'insertion pour 15M€

En 2010, le montant des allocations RSA s'élevait à 96,2M€, soit plus 3,5M€

En 2010 ? Le plan d'insertion s'élevait à : 21,9M€

En 2011 il s'élèvera à 18, 6M€

Soit 3,3M€ de moins ce qui est considérable.

1^{ère} question :

Comment est-il possible que dans la situation économique actuelle le nombre de demandeurs de RSA diminue ?

Avons-nous une réponse à cela ? Ne peut-on dire que les critères et les difficultés administratives qui entourent ces dossiers permettent d'en réduire le nombre ?

Dans ce cas, ne serait-il pas souhaitable d'élaborer une meilleure organisation ?

Vous avez établi la prévision sur la base de dernier trimestre 2010 , trimestre le plus faible.

N'est-ce pas un pari risqué ?

Pour pouvoir mettre 1M€ sur ces allocations, (3,5M de plus qu'en 2010 qui était une année de démarrage encore) et ne pas augmenter ce chapitre, **vous avez réduit la part de l'insertion professionnelle de 3,3M€.**

Alors que les publics en difficulté sont de plus en plus en difficulté et que la précarité augmente, il serait plutôt nécessaire de conserver au moins des crédits constants pour aider ces publics à sortir à l'emploi, ce qui est le but des dispositifs d'insertion.

La question la plus importante maintenant : sur quoi porte cette importante réduction de 3,3M€?

Quelles sont les actions qui sont touchées, quels sont les dispositifs réduits ou abandonnés ?

Le rapport ne dit rien là-dessus.

Ligne 673 on note 200 000€ de crédits annulés. De quoi s'agit-il ?

Le rapport stipule que « l'objectif primordial consiste à maintenir l'effort d'insertion » qui permettra de maîtriser l'évolution du nombre d'allocataires.

Visiblement, c'est le contraire que vous mettez en œuvre en réduisant le budget d'insertion de de 3,3M€

Pour finir, vous proposez le Plan Départemental d'Insertion pour 2011-2013.

Après questionnement, il apparaît que ce plan n'a pas fait l'objet d'une grande concertation avec le terrain, avec les acteurs sociaux et avec les élus locaux. Nous pouvons le déplorer.